

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18055 - 70ÈME ANNÉE

François Hollande s'est engagé par écrit, la ministre des Outre-mer va-t-elle confirmer ?

## Oui ou non Mme la ministre, l'État donne-t-il la garantie de sauver la filière canne ?



L'engagement du président de la République ne peut que signifier la garantie que l'État financera le sauvetage de la filière après la fin du prix garanti du sucre en 2017. Si la ministre ne dit rien aujourd'hui, alors les planteurs, les travailleurs d'usine et les transporteurs auront toutes les raisons de s'inquiéter pour leur avenir.

Aujourd'hui, la ministre des Outre-mer rencontre le monde agricole dans une exploitation de Sainte-Anne. Après la lettre de François Hollande à Georges Patient, elle doit donc donner une réponse aux planteurs : oui ou non l'État mettra-t-il les moyens pour faire vivre la filière canne après 2017 ? Si les 38 millions supplémentaires demandés sont garantis, alors les discussions sur la Convention canne peuvent porter sur 7 ans comme d'habitude, car la filière a la garantie d'avoir l'argent nécessaire pour survivre. Si la ministre ne confirme pas ou plus grave encore si elle ne dit rien, alors c'est la certitude que tout est fini. Le soir même, le PCR tiendra un meeting sur cette question décisive devant l'usine de Bois-Rouge.

Le 21 août dernier, François Hollande était à La Réunion. Dans son programme, il avait prévu une visite de l'usine de Bois-Rouge et un discours dans la cour de la sucrerie. C'était la confirmation que le gouvernement prenait très au sérieux la menace sur l'avenir de la filière. Avec la fin du quota sucrier en 2017, c'est la fin de la garantie d'écoulement de la totalité de la production des usines réunionnaises. Annoncée de longue date par le PCR, cette échéance n'a pas été suffisamment prise en compte à l'avance. C'est pourquoi si en France, les planteurs de betteraves ont créé les conditions pour continuer à exister après 2017, rien n'est acquis pour La Réunion.

Dans l'urgence, les planteurs et les usiniers se sont entendus sur deux propositions pour permettre à la filière canne de continuer à produire après la fin du prix garanti du sucre. La première vise à augmenter de 38 millions d'euros de la subvention versée par l'État à la filière, soit un total de 128 millions par an demandés après 2017. Cette subvention permettrait à la production destinée à être vendue en sucre blanc de continuer à être concurrentielle en Europe. Cela concerne la moitié du sucre réunionnais.

Dans son discours du 21 août, François Hollande avait dit son soutien à la demande de subvention supplé-

mentaire, tout en précisant que tout allait dépendre d'un accord de l'Union européenne.

### Engagement du président de la République

Or, un élément nouveau est venu tout bouleverser ces derniers jours. Le président de la République a répondu au sénateur Georges Patient, qui lui demandait des précisions sur le soutien de l'État aux filières canne de l'Outre-mer après 2017.

François Hollande s'est dit pour : « La conduite d'une politique active de soutien de la filière canne et à la diversification de production constitue également une priorité ». Le chef de l'État a précisé les moyens de cette politique active de soutien : « je peux vous confirmer mon engagement d'un soutien accru à la canne après la disparition des quotas sucriers en 2017 ».

Cette réponse écrite a une portée considérable. Elle signifie que le président de la République s'engage à augmenter la subvention versée à la filière après 2017, conformément à la demande des planteurs et des usiniers.

Sur cette base, les négociations de renouvellement de la Convention canne peuvent définir un prix de la canne pour les 7 ans à venir.

### Confirmation aujourd'hui ?

Aujourd'hui, la ministre des Outre-mer rencontre le monde agricole à Sainte-Anne. Si elle confirme l'engagement du président de la République, alors la filière sera sauvée. Si elle parle d'une condition, ou si elle ne dit rien du tout, alors les planteurs, les travailleurs d'usine et les transporteurs auront toutes les raisons de s'inquiéter pour leur avenir. 30.000 emplois directs et indirects sont en jeu.

Le soir même, le PCR tiendra un meeting devant l'usine de Bois-Rouge. Cette question sera à l'ordre du jour.

**M.M.**

## Groupe de dialogue inter-religieux

# George Pau-Langevin à la rencontre du vivre-ensemble réunionnais

La première rencontre de la ministre était réservée au Groupe de dialogue inter-religieux.

En France, la situation s'est considérablement tendue depuis l'attentat contre Charlie Hebdo avec une recrudescence des actes racistes. Ils visent particulièrement les mosquées.

Pour la France, il est donc intéressant de savoir comment les Réunionnais sont arrivés à faire vivre ensemble des croyants des principales religions de la planète.

Au cours de l'échange, il a été question d'histoire de La Réunion et de la construction de la cohésion de notre société.

**Le Groupe de dialogue inter-religieux de La Réunion avec George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, et Dominique Sorain, préfet de La Réunion.**



## Edito

### Pourquoi censurer les résultats de l'enquête sur le meurtre des 298 passagers du vol MH17 ?

**L**e 17 juillet dernier, un avion de la Malaysia Airline transportant 298 personnes était abattu au-dessus de l'Ukraine. Le vol reliait Amsterdam à Kuala Lumpur. Il transportait des personnes de plusieurs nationalités, dont beaucoup de Malaisiens et un nombre important de Néerlandais. Plusieurs passagers devaient ensuite se rendre en Australie pour participer à une importante conférence d'ONUSIDA.

À peine l'avion s'était-il écrasé que Kiev accusait les Ukrainiens de l'Est d'avoir tiré sur l'avion avec des armes russes. Cette thèse était rapidement reprise en boucle par les médias dans les pays de l'OTAN. Arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État, le régime de Kiev ne fait aucun mystère sur son intention d'adhérer à l'OTAN. Pour sa part, l'organisation militaire américaine n'a cessé de se renforcer ces derniers mois en Europe de l'Est. L'annexion de Kiev dans le dispositif occidental permettrait aux armées de l'OTAN d'avoir des bases de lancement très proches du cœur de la Russie. La tragédie du vol MH17 a donc été utilisée pour faire passer les opposants au régime de Kiev pour des barbares, afin de les discréditer dans l'opinion publique internationale.

Mais rapidement, d'autres informations ont mis en cause l'armée ukrainienne. Selon plusieurs experts, les dégâts infligés au Boeing de la Malaysia Airlines n'ont pu provenir que d'un missile tiré par un avion. La Russie avait repéré un avion de combat très proche du Boeing sur le radar. Le « Strait Times », le journal de référence en Malaisie, avait mené une enquête très fouillée arrivant à la même conclusion : le crime avait été commis par un autre avion. Or, en Ukraine,

seule l'armée de Kiev dispose d'avions de chasse.

Le 24 décembre dernier, c'est un officier de l'armée ukrainienne qui a confirmé cette thèse. Il a vu un chasseur décoller avec tout son armement et revenir après sa mission sans ses missiles. Il avait donc fait feu sur une cible. Pour cet officier ukrainien, l'avion malaisien « s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment ».

Pour faire toute la lumière sur l'assassinat de 298 personnes, la Russie avait demandé qu'une enquête transparente soit menée par une équipe internationale indépendante. Mais c'est une opacité la plus totale. Tout d'abord, la commission d'enquête comprend les 4 pays suivants : Ukraine, Pays-Bas, Belgique et Australie. La Malaisie en est exclue alors que 43 Malaisiens sont morts, contre 4 Belges et 0 Ukrainien. La Malaisie a en effet pour le moment refusé de signer un document conditionnant sa participation à la commission d'enquête.

Une fuite venant d'Australie a permis d'en savoir plus sur ce mystérieux document. Il s'agit d'un droit de veto sur la divulgation d'information et des résultats de l'enquête. Si un pays s'oppose à la transparence, alors rien ne doit sortir. L'accord lui-même ne peut être rendu public. Qui a peur à ce point de la vérité pour cautionner une telle censure ?

Souhaitons que la « communauté internationale » se ressaisisse pour que les responsabilités puissent être clairement définies et rendues publiques. Il en va du respect de la mémoire de 298 victimes.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Syriza favori du scrutin

# Grèce, une élection sous tension

Le 25 janvier, les Grecs seront appelés aux urnes pour l'élection législative anticipée, qui place en première ligne le parti anti-austérité d'Alexis Tsipras, Syriza. Le contexte économique et social de la Grèce est au cœur de cette élection, alors que le pays doit plus de 20 milliards d'euros et un taux de chômage et de pauvreté record.



Meeting de Syriza en Grèce. Dans deux jours, une autre politique pour la Grèce ?

Scrutée à la loupe, cette élection est le sujet de tension en raison de sa dépendance envers ses créanciers, à commencer par l'Union européenne (UE). En effet, le parti de la gauche radicale Syriza, promet en cas de victoire de remettre en cause les réformes et l'austérité imposées par les bailleurs de fonds du pays : la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE), et le Fonds monétaire international (FMI).

### Vers une victoire de Syriza

Donné gagnant avec une avance de 3 % à 4,5 % selon les derniers sondages, face au premier ministre sortant Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie, conservateur), Syriza craint toutefois de faire des alliances, l'obligeant à s'écarter de son programme. Cependant, le parti tente de rassurer les instances communautaires.

« L'Europe ne devrait pas avoir peur de partis comme Syriza, si elle doit

avoir peur de quelque chose, c'est d'elle-même. Je me réfère aux politiques stratégiques dominantes d'extrême austérité, qui ont été imposées principalement par la principale puissance : l'Allemagne », a expliqué le porte-parole de Syriza, Panos Skourletis, sur Euronews.

En cas d'incapacité de remporter les 151 sièges nécessaire pour une majorité, Syriza pourrait s'allier au parti centriste, Potami (la Rivière). Créé en 2014 par le journaliste Stavros Theodorakis, le parti apparaît comme un des partenaires de coalition les plus probables.

Pour l'heure, les deux partis campent sur leur position, d'un côté pour le parti centriste, une coalition sera possible à quatre conditions : la Grèce dans l'Union européenne, la création d'un Etat social, l'équité et la croissance économique.

Selon deux sondages de la société GPO et de l'université de Macédoine, Potami obtiendrait entre 5,2 et 7,5 % des votes. Situé derrière à la troisième place, derrière la coalition de gauche radicale Syriza et les conservateurs de la Nouvelle Démocratie, le parti se dit prêt à coopérer avec les deux.

### La droite maintient la pression

De son côté, la majorité conservatrice-socialiste tente de rattraper son retard de plus de 4 points en faisant appel à la peur. En effet, dès le début de cette campagne, la coalition met l'accent sur la crainte de nombreux grecs d'une sortie de la zone euro et le spectre d'une insolvabilité du pays.

Candidat à sa réélection, le Premier ministre Antonis Samaras promet de réduire l'impôt sur les sociétés de 26 % à 15 % et de baisser l'impôt sur les revenus les plus hauts de 42 % à 33 % pour séduire les 10 à 15 % d'électeurs indécis.

Il promet aussi de réduire la taxe sur les biens fonciers sans donner de chiffres et qu'il n'y aura pas de réduction des retraites ni des salaires. Mais Antonis Samaras a conditionné ses promesses aux négociations avec ses créanciers. Des créanciers vivement contestés par les Grecs, qui dénoncent la mise sous tutelle de leur pays.

Des créanciers qui exigent le respect des engagements préalables, pour qu'Athènes touche le restant du plan de sauvetage européen. Le pays doit rembourser plus de 20 milliards d'euros de prêts en 2015, alors que sa croissance reste encore mitigée et que le chômage et la pauvreté ne cesse de croître.

Conscient qu'ils ne pourront pas gagner les élections sur leurs propositions, les conservateurs et socialistes martèlent la volonté de Syriza de renégocier la dette et revoir les accords passés avec les créanciers, qui ont conduit des milliers de grecs à la pauvreté.

**Céline Tabou**

## Une délégation américaine conduite par une vice-ministre à la Havane

# USA-Cuba : premières rencontres historiques

**Pour la première fois depuis 35 ans, des responsables américains et cubains ont échangé lors d'une réunion sur la question migratoire. Du 21 au 22 janvier, les deux parties ont également débattu de la normalisation de leurs relations diplomatiques.**

Ces pourparlers résultent d'une décision commune des présidents américain, Barack Obama, et cubain, Raul Castro, annoncée publiquement le 17 décembre. Les deux hommes avaient confirmé dans deux discours prononcés simultanément, le rapprochement diplomatique entre les deux pays, dont les relations diplomatiques sont rompues depuis 1961.

Ces deux jours ont été les premières rencontres officielles, après 18 mois de négociations secrètes entre Washington et La Havane, sous l'égide du Vatican et du Canada.

### Vers une normalisation des échanges

La sous-secrétaire d'État pour l'hémisphère occidental, Roberta Jacobson, est devenue le premier responsable américain à fouler le sol cubain depuis 1980. Son prédécesseur Peter Tarnoff, secrétaire d'État adjoint, s'était rendu à trois reprises à Cuba, sous l'administration de Jimmy Carter.

Cette fois-ci, les deux camps ont échangé sur le rétablissement des relations diplomatiques, en vue de concrétiser ses premiers échanges, il sera question de la réouverture d'ambassades. À la veille de la rencontre, le 20 janvier, le président Barack Obama avait appelé à « tendre une main amicale au peuple cubain ».

De son côté, la Maison-Blanche a indiqué qu'elle présenterait aux parlementaires la levée de l'embargo commercial et financier imposé à l'île depuis 1962. Une levée qui devrait se heurter à la majorité républicaine au Congrès qui a annoncé son opposition au projet.

Toutefois, le gouvernement américain avait déjà levé une série de restrictions commerciales et sur les voyages, assouplissant également les transferts de fonds de migrants

cubains. De son côté, La Havane a libéré 53 prisonniers politiques figurant sur une liste remise par les États-Unis.

Mais « nous n'entretenons aucune illusion sur ce gouvernement et sa volonté d'appliquer ces droits universels », a indiqué le département d'État, ajoutant que « les engagements sur les droits de l'homme et la démocratie resteront au centre » des discussions.

D'après l'Agence France Presse, un responsable cubain du ministère des Affaires étrangères mettait l'accent sur le respect des « conceptions politiques différentes », exigeant des discussions dépourvues « d'entraves à la souveraineté » de l'île.

### Des défis à relever

Après plus d'un demi-siècle d'hostilité et de défiance, les États-Unis et Cuba devraient pouvoir renouer des liens diplomatiques et commerciaux pacifiés, en dépit des nombreux obstacles qui se dressent devant eux.

En effet, la première phase des discussions a été l'occasion pour les deux parties de marquer leurs positions, concernant en premier lieu à la révision des accords migratoires signés en 1994. Ainsi, les représentants cubains ont rappelé leur hostilité envers la « loi d'ajustement » américaine, qui établit un statut spécial et exclusif.

Cette loi stipule que tout étranger né à Cuba ou au bénéfice de la nationalité cubaine peut bénéficier d'un statut de résident permanent aux États-Unis. Les autorités cubaines dénoncent également la politique des « pieds secs, pieds mouillés » qui permet des facilités d'installation aux États-Unis pour les immigrés illégaux cubains.

Ces règles « portent atteinte à la lettre et l'esprit » des accords migratoires de 1994, a dénoncé la direc-

trice des États-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères, Josefina Vidal, assurant qu'elles « continuent de constituer le principal stimulus de l'immigration illégale, du trafic d'émigrants et des entrées irrégulières aux États-Unis via des pays tiers de citoyens cubains qui voyagent légalement » dans ces pays.

Cette dernière a expliqué que « tous les migrants illégaux cubains interceptés en haute mer ne sont pas » renvoyés vers leur pays. Raison pour laquelle « Cuba aspire à une relation normale avec les États-Unis, au sens large mais aussi sur les questions migratoires ».

Face à ces critiques, Alex Lee a accusé une fin de non recevoir à la partie cubaine, préférant mettre l'accent sur la portée historique de ces discussions. « Nous avons expliqué au gouvernement cubain que mon gouvernement est décidé à continuer à appliquer la loi d'ajustement sur Cuba, et de faire en sorte que (...) la politique 'pieds secs-pieds mouillés' reste en place », a-t-il indiqué.

Ce dernier a d'ailleurs expliqué que ces discussions « reflètent l'accent mis sur l'engagement et le dialogue » entre les parties. « Nous avons hâte de continuer à progresser sur ces sujets », a-t-il conclu lors de son allocution.

**Céline Tabou**

## Réseau Cars Jaunes : précisions du Conseil général

« Concernant les problèmes soulevés par la mise en place des nouveaux services du réseau Car Jaune, nous vous faisons part des éléments suivants :

- Le Conseil Général, en tant qu'Autorité Organisatrice de Transport (AOT), a entamé depuis plus de 2 ans, en concertation avec toutes les AOT urbaines (CINOR, CIREST, TCO, CIVIS et CASUD), une réflexion en profondeur sur la réorganisation du transport interurbain (compétence légale du Conseil Général), basée notamment sur l'analyse des besoins de déplacement et de la fréquentation des arrêts, dans l'objectif d'optimiser les temps de déplacement et de baisser le coût pour les usagers

- Depuis le 11 décembre 2014, ce nouveau plan de déplacement est en application et induit automatiquement quelques doléances et observations de la part de la clientèle (inférieures à 1 % du nombre d'usagers). Celles-ci font l'objet d'analyses systématiques afin d'adapter et d'optimiser davantage le nouveau

réseau et un numéro vert (0 800 401 125) a été mise à la disposition des usagers pour répondre à toutes leurs questions.

- En ce qui concerne la demande spécifique de Mme Rodbart, il faut savoir que l'arrêt identifié, qui n'est plus desservi par le réseau Car Jaune, avait une fréquentation extrêmement faible (2 montées / descentes par jour en moyenne). Son problème particulier fera l'objet d'une demande du Conseil Général auprès de l'AOTU (TCO) concernée pour un traitement adapté.

- Concernant la desserte des universités, le Conseil Général a déjà augmenté son offre avant le 11 décembre, qui sera encore complétée par des renforcements de dessertes, l'ensemble de ces services étant utilisables dès la rentrée scolaire prochaine.

- En complément, les évolutions positives souhaitées par le Plan Départemental des Transports apportent déjà ou apporteront à une très grande majorité des usagers :

· un prix réduit unique de 2 euros quelle que soit la distance parcourue et le maintien de tous les tarifs spécifiques destinés aux demandeurs d'emplois, aux étudiants comme aux personnes âgées qui bénéficient toujours de la gratuité.

· La mise en place de la carte Reuni-Pass qui permet de voyager sur tous les réseaux.

· un temps de parcours amélioré  
· des liaisons bien plus rapides qui seront mises en place très prochainement entre les différents arrêts stratégiques (grands centres urbains, pôles économiques, administratifs et touristiques)

· dans quelques semaines, un renouvellement complet et moderne de toute la flotte des véhicules et une accessibilité totale du parc roulant aux personnes à mobilité réduite.

L'ensemble des adaptations issues des premières semaines d'exploitation ainsi que les nouveaux véhicules seront présentés aux médias à l'occasion d'un point presse mardi 27 janvier à 10h.

## La route en mer coutera plus cher : "On ne nous dit pas tout !"

En comparaison avec la route du littoral, maintenant sécurisée par les filets et gabions, la NRL n'apporte pas de solution supplémentaire de sécurité ou de fluidité au trafic alors qu'elle ajoutera des coûts, aujourd'hui escamotés, à une facture déjà faramineuse.

Le coût d'entretien et d'exploitation de la NRL a été prétendu réduit presque de moitié alors que s'ajoute aux futures digues aussi longues, les ouvrages en mer du viaduc. Et puis qu'en sera-t-il lorsque cette route phénoménale aura pris de l'âge ?

Pourrons-nous demain techniquement et financièrement entretenir le même kilométrage de digue – fait d'« acropodes » en gravats de Suède –, mais aussi tous les nouveaux ouvrages en mer ? Et puis quel sera le coût annuel d'un dispositif permanent d'intervention rapide pour sauver les passagers des véhicules et bus accidentés ou basculés dans l'océan ?

Ne faut-il pas se préoccuper aussi dès maintenant du coût des travaux

de déconstruction d'un tel ouvrage construit en mer, lorsqu'il arrivera en fin de vie ? La Réunion ne pourra pas abandonner le viaduc en ruine à la furie de l'océan. Les générations futures, devront remettre les lieux en bon état, si toutefois nous ne sommes pas amenés à le faire avant, comme après le cyclone Gamède à la rivière Saint-Étienne. La déconstruction du viaduc en mer, le transport routier et maritime et le tri des gravats et déchets de chantier ne peuvent être laissés à la charge des « suivants »...

En fin d'usage, la remise en état des lieux, en mer, est une obligation légale. Et pour s'y soustraire, La Région a prétexté méconnaître les moyens techniques futurs, pour nier le coût de ces travaux inévitables. Pourtant le public est en droit d'en mesurer l'importance, au moins par les moyens actuels, à défaut d'illusoire « canon désintéressé » !

À ces coûts ultérieurs escamotés il faudrait encore ajouter pour réali-

ser la NRL, ceux de rareté des roches massives, de dérapage du chantier en mer et de l'entrée de St-Denis. Ils ont été dissimulés à l'opinion réunionnaise, encore illusionnée des secours "providentiels" de l'État et de l'Europe... Et puis nous ne sommes pas à l'abri d'un dépassement des risques calculés : pourrions-nous y faire face demain, au vu de l'ampleur de l'ouvrage ?

On le voit la NRL profitera essentiellement aux majors nationaux du BTP en quête d'ouvrage d'exception et tellement peu aux entreprises locales du BTP ! Bref si peu de résultat pour un coût exorbitant, qui vampirisera les finances des Réunionnais pour longtemps ! Pourrions-nous encore demain assurer notre développement par des déplacements durables ?

Il est encore temps de retirer la main de cet engrenage !

**François Payet, architecte**

## Billet philosophique

# « Choisir son camp »

La philosophie est une science humaine différente de la sociologie, mais des recherches sociologiques peuvent très bien éclairer des réflexions philosophiques. C'est le cas du travail effectué depuis des dizaines d'années par le sociologue suisse Jean Ziegler, qui vient de publier une nouvelle version de son ouvrage "Retournez les fusils ! Choisir son camp", où il nous donne notamment le contexte des événements tragiques survenus dans le monde ces derniers temps et les engagements à prendre.



Selon la FAO, un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes, assassiné par une finance détentrice d'un pouvoir que nul n'a connu dans l'histoire. Photo réalisée au Soudan en mars 1993 par le Sud-Africain Kevin Carter et désignée « photo de l'année » par le Prix Pulitzer en 1994.

**D**ans ce livre, Jean Ziegler « décrypte un système capitaliste cannibale, qui tue pour une maximalisation des profits. Face aux assauts de ce système, il appelle les citoyens à se mobiliser, à se retourner contre cette dictature oligarchique pour renverser la forteresse financière », comme le dit "l'Humanité-Dimanche", qui vient de l'interviewer. Nous publions de larges extraits de cet entretien.

**HD : La paix était-elle concevable dans un monde où un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes ?**

– Jean Ziegler : Nous vivons sous un ordre cannibale du monde, totalement absurde. L'année dernière, les 500 plus grandes sociétés transcontinentales privées, tous secteurs confondus, ont contrôlé 52,8 % du produit mondial brut, ce qui correspond à toutes les richesses produites une année sur la planète. Marchandises, capitaux, services, brevets, etc. il n'a jamais

existé une telle monopolisation, une telle concentration de pouvoir politique, économique, financier, idéologique et militaire.

Cette dictature du capital financier globalisé détient le pouvoir comme jamais un pape ou un empereur n'en n'a eu entre ses mains. Cette oligarchie échappe à tout contrôle social et dicte sa loi aux États, même les plus puissants. Elle fonctionne autour d'un seul principe : la maximalisation du profit dans le temps le plus court. C'est un système de violence structurelle.

En même temps que ces dictatures du capital financier ont produit cette concentration de pouvoir totalement incontrôlé, dans les pays du Sud, les pyramides de martyrs augmentent. Dans son dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) constate que, toutes les 5 secondes, un enfant meurt de faim ou de ses suites immédiates. Plus d'un milliard de personnes sont en permanence gravement sous-alimentées et 59.000 périssent

tous les jours. Or la FAO y affirme que l'agriculture mondiale dans son état actuel avec ses forces de production pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains. Nous sommes 7,8 milliards. On est en capacité de nourrir près du double d'êtres humains. Un enfant qui meurt de faim, aujourd'hui, est assassiné. Voilà l'ordre cannibale du monde dans lequel nous nous trouvons et qui écrase la planète. La paix ne se fera jamais, d'aucune façon, sans son renversement. Il faut exproprier et détruire cette dictature du capital financier afin que l'on puisse restaurer des États et le bien commun pour la justice sociale.

**• HD : Face à cet ordre cannibale, vous décrivez un large mouvement citoyen. Mais est-il en capacité de retourner les fusils que vous décrivez dans votre livre ?**

– JZ : Il s'agit d'un nouveau sujet de l'histoire qui est en train de naître, comme le démontrent les nombreux mouvements de lutte à des endroits totalement différents. Cela crée des fronts de refus et des ruptures. Le philosophe allemand Emmanuel Kant explique que l'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi. La conscience de l'identité crée une conscience de solidarité. Marx affirmait que le révolutionnaire doit être capable d'entendre pousser l'herbe. À nous de le faire en 2015. Pour l'instant, il n'y a pas de front unique mais une multitude de fronts de résistance. À nous de nous mobiliser car il n'y a pas d'impuissance en démocratie. L'insurrection des consciences est proche ».

**Roger Orlu**

(\*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble... !  
mail : redaction@temoignages.re

# Oté

## Tansion désèrtin I kapar pa nout mourong pou zot !

*Lé ga, so matin mi sort fé in karnaz. La pa in karnaz demoun ! Pa in karnaz zanimo ! Mi sort fé in karnaz avèk mon pyé mouroung. Shak foi li grandì tro, I fo koup son tète, plito son bann tète !. Konm li lé anbaré d'solèy par in bann zimèb, li pous, li pous pou trap solèy. Li mont an flèsh é kroi amoin na poin pèrsone pou kal ali sof si koup ali. Moin lé dézolé oir in pyé mourong konmsa.*

*Donk, so matin, konm tou lé kat-sink moi, moin la fé mon karnaz, mé mi dézèspèr pa oir ali arpousé. Dann troi-kat somenn. Li sar zoli, vèr tann, vèy pa koman, é mon madam sar kontan... Solman moin la dmann aèl si èl koné mourong-la, sa sé konm in bondyé pou bann malgash afors i gingn fé zafèr sanm sa, kisoï pou lo manzé, kisoï pou la santé d'moun, kisoï pou la santé bann zanimo. El la réponn amoin, kan ou i koné pa sak i pé fèr avèk in n'afèr ou i koup. Lé danzéré sa !*

*Si ou i koné pa koué i fo fèr ansanm, ou i ransègn. Démyé in sosyété i okip de sa é i amontr demoun kosa i fé ansanm. Moin pou mon par mi koné i fé frékasé sanm lo fèy, fritir konm gèp pou lo flèr, kataplas avèk son l'ékors, i tir bronshit ansanm, i fé kui lo baton ; mé la pa arienk sa. Donk alon aprann ansanm sak i fé avèk sa, san atann in zour, in zamérikain i dépoz in brové épi li kapar mourong pou li. Sa sé dé shoz k'i éspas sa !*

**Justin**

**In kozman pou la rout : « Fourmi i marsh dsou la tèr, kréol i koné ! »**

Sa sé po dir, in sogré lé pa fasil pou gardé. Gard in sogré sé alé pa souf sa dann zorèy demoun, sirtou sak i doi pa konète. Alors, lé si tèlman difisl ké kréol i koné kan fourmi i marsh dsou la tèr. Donk, si ou i vé pa demoun i koné in n'afèr, alé pa souf sa dann zorèy out méyèr zami. Pars dopi ou la dir ali, ziska ké li larg la sos, son lang i grate konmsi in n'afèr i fé l'ankonbreman dsi. Son lang i vien lour, lour ziskatann shapé. Moin pèrsone moin la souvan pansé si in moun na in sogré shoizi in n'ot ké moin pou dir, sirtou li obliy amoin. Mèm bate sète foi mon lang dann mon boush, lé pa posib gardé. Poitan si ou na la foi, si ou i koné la porté dé shoz bin ou i ariv a ténir out lang. Lé vré, lé pa vré ? Fé travay zot tète ! Fé bouy zot matyèr griz ! Zot va oir si rant-rant nou lé pa dakor rantre nou.